

Brochure n° 3063

Convention collective nationale

IDCC : 1555. – **FABRICATION ET COMMERCE DES PRODUITS
À USAGE PHARMACEUTIQUE, PARAPHARMACEUTIQUE
ET VÉTÉRINAIRE**

ACCORD DU 8 DÉCEMBRE 2010
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA POUR L'ANNÉE 2011

NOR : ASET1150218M

IDCC : 1555

PRÉAMBULE

Par la signature du présent accord, les parties signataires ont souhaité manifester leur volonté de poursuivre un dialogue social constructif au sein de la branche et de maintenir la continuité de ses efforts en matière de rémunération.

Article 1^{er}

Le présent accord annule et remplace les dispositions de l'accord du 9 décembre 2009.

Les parties signataires se sont accordées sur une revalorisation en deux temps :

- une première applicable au 1^{er} janvier 2011 ;
- une seconde applicable au 1^{er} juin 2011.

Les revalorisations sont calculées à partir de la dernière grille des rémunérations issue de l'accord du 9 décembre 2009.

Article 2

Au 1^{er} janvier 2011, les rémunérations minimales mensuelles garanties (RMMG) et les rémunérations annuelles garanties (RAG) sont fixées comme suit pour 151,67 heures par mois :

(En euros.)

NIVEAU	RÉMUNÉRATION MINIMALE mensuelle garantie	RÉMUNÉRATION annuelle garantie
I	1 373	–
II	1 392	–
III	1 458	–
IV	1 619	–
V	1 821	–
VI	2 064	–
VII A	2 257	–
VII B	–	28 344
VIII	–	34 048
IX	–	40 121
X	–	47 062
XI	–	54 873
XII	–	63 550

Article 3

Au 1^{er} juin 2011, les rémunérations minimales mensuelles garanties (RMMG) et les rémunérations annuelles garanties (RAG) sont fixées comme suit pour 151,67 heures par mois :

(En euros.)

NIVEAU	RÉMUNÉRATION MINIMALE mensuelle garantie	RÉMUNÉRATION annuelle garantie
I	1 381	–
II	1 400	–
III	1 467	–
IV	1 626	–
V	1 828	–
VI	2 073	–
VII A	2 266	–
VII B	–	28 456
VIII	–	34 182
IX	–	40 279
X	–	47 248
XI	–	55 090
XII	–	63 801

Article 4

La rémunération minimale mensuelle garantie (RMMG) conventionnelle sert également de base de calcul pour la prime d'ancienneté pour les niveaux I à VII A de la nouvelle classification.

Les éléments de rémunération à retenir pour établir la comparaison avec la RMMG sont, outre le salaire de base et le complément différentiel de salaire ou IRTT, les avantages en nature et toutes les primes ayant le caractère d'un complément de salaire.

Sont exclues des éléments à retenir pour établir la comparaison avec la RMMG :

- les gratifications de caractère aléatoire, temporaire ou imprévisible ;
- les sommes versées au titre de remboursement de frais ;
- la prime d'ancienneté ;
- les majorations pour heures supplémentaires ;
- les sommes versées au titre de la participation et de l'intéressement ;
- la prime de transport et la participation des employeurs au financement des transports publics urbains ;
- les primes et indemnités prévues par la convention collective nationale du 1^{er} juin 1989.

La comparaison avec la RMMG doit être faite chaque mois.

Article 5

Les éléments de rémunération à retenir pour établir la comparaison avec la rémunération annuelle garantie (RAG) sont, outre le salaire de base et le complément différentiel de salaire ou IRTT :

- les avantages en nature ;
- la prime d'ancienneté ;
- toutes les primes ayant le caractère d'un complément de salaire.

Sont exclues des éléments à retenir pour établir la comparaison avec la RAG :

- les gratifications de caractère aléatoire, temporaire ou imprévisible ;
- les sommes versées au titre de remboursement de frais ;
- les majorations pour heures supplémentaires ;
- les sommes versées au titre de la participation et de l'intéressement ;
- la prime de transport et la participation des employeurs au financement des transports publics urbains ;
- les primes et indemnités prévues par la convention collective nationale du 1^{er} juin 1989.

Article 6

La grille des salaires minima est à adapter à l'horaire effectif de travail auquel sont soumis les salariés.

Les entreprises qui verseraient des rémunérations inférieures à celles qui résultent des dispositions du présent accord doivent obligatoirement les mettre en conformité avec celles-ci.

Article 7

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, le présent accord sera déposé, en deux exemplaires à la DIRECCTE de Paris et, en un exemplaire remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Article 8

Les dispositions du présent accord feront l'objet d'une demande d'extension auprès du ministère du travail, de l'emploi et de la santé.

Fait à Paris, le 8 décembre 2010.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

FACOPHAR ;

SIMV ;

SFRL ;

ANSVADM.

Syndicat de salariés :

FCE CFDT.